



La valeur de l'eau

L'estimation économique de l'eau néglige souvent deux dimensions importantes: les valeurs environnementales, comme le rôle de l'eau dans les écosystèmes, et les valeurs sociales – ex. l'utilisation de l'eau pour cultiver la nourriture

De tous les secteurs qui utilisent l'eau douce, c'est l'agriculture - qui représente 70% des prélèvements mondiaux de sources naturelles - qui a la plus faible rentabilité économique. Ceci a porté certains partisans de la valeur marchande de l'eau à favoriser les "marchés de l'eau" non réglementés qui, en traitant l'eau comme une denrée économique, la réorientaient vers des usages de faible valeur à des usages valeur plus élevée - généralement de l'agriculture irriguée vers l'horticulture, et des zones rurales vers les secteurs industriels et urbains. On part du principe que, comme la demande est supérieure à l'offre lorsque l'eau est offerte comme bien gratuit, le marché "équilibrera l'offre et la demande" et, dans certains cas, atténuera les effets néfastes pour l'environnement de la surexploitation.

Mais un nouveau rapport de la FAO, *Stakeholder-oriented valuation to support water resources management processes*, affirme que l'utilisation inconsidérée de l'approche économique risque d'accorder trop d'importance aux "expressions monétaires de la valeur", au détriment de deux autres dimensions importantes: *les valeurs environnementales*, comme le rôle des flux de l'eau pour le maintien de la biodiversité et de l'intégrité des écosystèmes, et *les valeurs sociales* - qui, dans leur plus simple expression, sont l'utilisation de l'eau pour cultiver la nourriture que nous mangeons. Il faut, indique l'étude, des cadres d'estimation de la valeur de l'eau qui reconnaissent un "triple bilan" conférant une valeur égale aux utilisations économiques, sociales et environnementales de l'eau.

Le rapport soutient qu'une bonne estimation de la valeur de l'eau fait forcément intervenir toutes les parties prenantes. Pour approfondir les approches orientées sur les groupes concernés, il présente les cas du Cambodge, du Sri Lanka et de la Tanzanie, où des outils et méthodes d'évaluation ont été intégrés dans la gestion concrète des ressources hydriques. "Nous avons constaté que le concept de valeur est subjectif en soi," dit Leon Hermans, de la FAO, co-auteur du rapport. "A la fin, la valeur est en fait celle qu'ont déterminé les parties prenantes. C'est pourquoi nous voyons l'estimation de valeur de l'eau essentiellement comme un moyen pratique d'aider les groupes à exprimer les valeurs attribuées aux biens et services liés à l'eau et à les aider à harmoniser leurs demandes d'eau."



Au Cambodge, par exemple, une enquête menée dans le petit village de Veun Sean, dans les terres humides du Mékong, a associé l'estimation économique classique à l'évaluation rurale participative afin de comprendre l'importance *in situ* de l'eau dans la fourniture de biens et services à l'écosystème pour les communautés locales, en particulier en termes de moyens d'existence, de sécurité alimentaire et de santé. Un groupe représentatif d'habitants a identifié une série de valeurs pour l'eau, notamment l'irrigation du riz, le transport, le gibier d'eau et même les dauphins ("le groupe n'a pas décrit clairement l'importance des dauphins", ont fait remarquer les chercheurs). Tous ont convenu que le poisson, une source précieuse de nutrition et de revenus, était la ressource "la plus importante" sur les terres humides, en particulier pour les plus démunis. De ce fait, la diminution des stocks ichthyques était considérée comme un grave problème.

En Tanzanie, une autre étude a analysé les conflits qui couvent entre les cultivateurs de riz irrigués ainsi qu'entre les riziculteurs et les éleveurs, dans le sous-bassin versant Mkoji au sud-ouest du pays. Les conflits pour l'eau sévissent dans les zones de faible et de moyenne altitude, où les débits d'eau cessent durant la saison sèche. Dans la zone de moyenne altitude, la riziculture est la principale source de revenus, et les conflits pour l'eau explosent généralement au début de la période de végétation durant le repiquage du riz. Certaines années, les agriculteurs rivaux détruisent les prises

d'eau et les canaux d'irrigation pour détourner l'eau vers leurs propres champs, et certains différends ont donné lieu à des épisodes de violence.

Propriétaires de bétail. Parmi les facteurs venant compliquer la gestion de l'eau dans le Mkoji, citons les éleveurs de la zone inférieure qui font paître leurs troupeaux localement durant la saison humide, mais doivent partir à la recherche d'autres pâturages durant la saison sèche. Comme les terres humides adjacentes ont été proclamées réserves de gibier, beaucoup déplacent désormais leurs animaux sur les terres rizicoles irriguées, où ils endommagent souvent les prises d'eau et les canaux d'irrigation. Ceci aboutit à une situation d'impasse: les riziculteurs rivalisent pour l'eau d'irrigation, tandis que les éleveurs doivent choisir entre les conflits avec les irrigateurs ou les gardiens des réserves naturelles.

Pour aider à débloquer la situation, les chercheurs se sont employés à répertorier les valeurs à l'origine des conflits. Dans le cas des riziculteurs, ils ont observé que les différends sur l'eau dérivait de fluctuations des cours du marché - en commercialisant leur production à temps, le ménage moyen pouvait gagner plus de 300 \$ par an, contre tout juste 100 \$ durant la saison plus avancée. "La valeur fondamentale," a révélé l'étude, "est la même pour toutes les parties: le conflit ne porte pas sur l'eau en soi, mais sur de meilleurs revenus". Le manque de riz sur les marchés locaux était probablement dû au manque d'eau pour produire le riz. Il en résulte un cycle où la pénurie d'eau fait grimper le prix du riz, qui à son tour, renforce la demande d'eau à mesure que plus d'agriculteurs cherchent à tirer parti des prix élevés du riz, ce qui contribue à aggraver davantage les conflits sur l'eau.

En tirant au clair ces "valeurs fondamentales", la recherche de solutions s'est concentrée non seulement sur l'eau - par ex. en améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau - mais sur la création de revenus. "Un moyen prometteur de briser le cycle vicieux pourrait être la création d'un système mixte de gestion et de commercialisation du riz", ont constaté les chercheurs. "Par exemple, la mise en commun des installations de stockage augmenterait le contrôle des agriculteurs sur le moment choisi pour la commercialisation et pourrait améliorer leur pouvoir de négociation. Ceci permettrait alors de créer une valeur, en accroissant le revenu partagé des ventes de riz".

Parallèlement, le fait que l'élevage dans les zones de plaine a une valeur fortement économique en termes d'utilisation de l'eau a suggéré une stratégie de "paiement des services environnementaux" - un mécanisme local permettant aux gardiens de troupeaux d'avoir accès aux parcours durant la saison sèche dans la zone intermédiaire de Mkoji,

en échange d'une indemnisation financière ou d'investissements dans d'autres activités rémunératrices pour les riziculteurs. Les chercheurs ont fait remarquer: "Les éleveurs qui font paître leurs troupeaux illégalement dans la réserve paient déjà pour cet accès, même si c'est sous forme d'amendes plutôt que de taxes."

Enfin, au sud-est du Sri Lanka, une troisième étude de cas a examiné la portée des "interactions et des complémentarités" entre les pêches intérieures et un vaste projet de riz irrigué dans le bassin du fleuve Kirindi. Si le projet avait créé de nouveaux lieux de pêche dans son ample retenue, des débits de déversement avaient relevé les niveaux d'eau et réduit la salinité dans les lagons du littoral, ce qui a fait baisser la productivité et la biodiversité des pêches. Pour abaisser les niveaux d'eau, les agriculteurs ont également procédé au drainage fréquent des lagons - et de leurs stocks de poissons et de crevettes - dans la mer.

Potentiel de production. Après une série d'enquêtes socio-économiques réalisées sur un échantillon représentatif de villages, et des ateliers faisant intervenir les parties prenantes et les ministères du gouvernement, l'étude a conclu que le projet avait *augmenté* le potentiel de production des pêches dans le bassin versant, de 1 500 tonnes à plus de 2 600 tonnes par an. Mais la production réelle avait souffert des pratiques de gestion du projet et d'aménagement de l'eau, en particulier les années de sécheresse. "Les conflits sur les ressources en eau dans les réservoirs et les lagons ont été les principaux sujets de préoccupation, plutôt que les impacts globaux de la construction du projet en lui-même", a conclu l'étude. "La valeur attribuée par les parties prenantes a aidé à dégager un consensus sur la nécessité de restaurer et de soutenir les pêches dans la zone du projet, en reconnaissant qu'il faudrait, au bas mot, améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau d'irrigation".

Le rapport de la FAO se fonde sur trois cas pour fournir "une première ébauche" d'un cadre de valeur de l'eau qui reflète l'importance des parties prenantes en tant que moteur principal dans la gestion des ressources hydriques et ajoute des outils et méthodes à la base existante d'estimation. "Le processus axé sur les parties prenantes devrait inclure à la fois les groupes concernés et les experts de valeur marchande de l'eau", indique Leon Hermans. "Tout au long du processus, il faut utiliser la série de méthodes déjà disponibles pour l'estimation économique de l'eau, mais dans une optique participative, en reconnaissant qu'au bout du compte, ce sont les parties prenantes qui doivent parvenir à un accord sur le partage des bénéfices et des coûts liés aux différents mécanismes de gestion de l'eau".